

Pouvoir d'emprunt—Loi

Je me suis ensuite rendu compte que j'en avais plein le dos des maladresses et des bêtises que l'on constate partout. C'est mon pays, monsieur le Président. Je crois que ma circonscription, celle de Prince Edward-Hastings—certains de mes collègues ne seront peut-être pas d'accord—est un pays de cocagne. Selon moi, Prince Edward-Hastings est l'un des endroits les plus parfaits dans tout le pays. Les gens y sont heureux et fiers, tout comme moi, de vivre dans une si belle région du Canada. Toutefois, ils ont perdu beaucoup de leur confiance de naguère. Lorsque je les rencontre, tous les week-ends, au cours d'assemblées et de réceptions, ils me semblent très préoccupés, troublés et inquiets. Ils se demandent où s'en va le pays. Ils ne sont pas certains que leurs enfants vont pouvoir terminer leurs études ou se tailler une place dans l'avenir. Leur charge fiscale est déjà excessivement lourde, mais ils ont peur qu'elle n'augmente encore l'an prochain et qu'ils n'aient de la difficulté à survivre. Plus ils entendent parler du déficit, plus ils s'inquiètent, car ils soupçonnent qu'ils en feront les frais. L'orientation du pays les effraie.

Je suis vraiment excédé et désenchanté de l'arrogance, de la suffisance, de l'égoïsme et de l'insolence du gouvernement. Je ne souffre pas de la fièvre du printemps, monsieur le Président, mais je sais que nous avons besoin d'un nouveau gouvernement et d'une nouvelle équipe dynamique qui redonnera confiance aux Canadiens et leur donnera une nouvelle orientation.

L'hon. Allan Lawrence (Durham-Northumberland): Monsieur le Président, je suis heureux de participer au débat sur le projet de loi C-21. Au cas où vous auriez oublié l'objet du débat, monsieur le Président, nous sommes à l'étape de la deuxième lecture d'un projet de loi tendant à autoriser le gouvernement à emprunter 29 milliards de dollars, montant sans précédent dans l'histoire de notre pays.

Nous ne saurions parler d'emprunt à la Chambre sans soulever la question du déficit. Le déficit nous rappelle la question des impôts qui, elle, nous amène à parler de l'économie en général. Monsieur le Président, les Canadiens ne s'emballent pas au sujet de l'économie, mais n'empêche que c'est le plus grave problème auquel ils doivent faire face à l'heure actuelle.

On dira ce qu'on voudra, notre crise financière empire. Le budget du mois passé a brusquement ramené à la réalité ceux qui avaient des doutes sur ce point: on prévoit un déficit de 31 milliards et demi de dollars cette année—d'ailleurs, ce projet de loi s'y rapporte—et d'au moins 25 milliards pour chacune des quatre années suivantes. A la fin de l'année financière 1987-1988, la dette nationale des Canadiens sera de 261 milliards et demi de dollars. C'est près de quatre fois plus qu'en 1979-1980, où notre dette publique s'élevait à 68.6 milliards de dollars. Elle a quadruplé en moins de dix ans.

J'ai bien du mal à me représenter des chiffres à neuf zéros et plus. Je ne sais pas s'il en va de même pour vous, monsieur le Président, étant donné que la plupart d'entre nous ne verront même jamais un million de dollars durant leur vie. Toutefois, ces déficits énormes nous touchent tous directement de diverses façons, qui sont faciles à comprendre, je pense. Fondamentalement, ces déficits et cette mesure d'emprunt signifient que nous ne pourrions éviter une hausse des taux d'intérêt sur les prêts bancaires ou les hypothèques. Cela signifie également une baisse de la valeur du dollar canadien par rapport aux monnaies étrangères. Cela signifie une augmentation des impôts et moins d'argent à dépenser à des fins personnelles, ce qui, en retour, entraîne des réductions au niveau commercial et

industriel. Les gens ne pourront tout simplement pas acheter une nouvelle voiture, de nouveaux appareils électroménagers ou une nouvelle maison. Il s'ensuivra une diminution du nombre d'emplois. C'est un phénomène qui fait bouler de neige. Tous les Canadiens subissent le contrecoup de ces déficits.

On ne peut s'empêcher de se demander pourquoi nous en sommes là? Je dois vous dire, monsieur le Président, que dans le contexte actuel, il est beaucoup plus facile d'expliquer ce qui a provoqué de tels déficits que pourquoi nous en sommes arrivés là. Les dépenses à tous les niveaux de gouvernement augmentent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, en partie à cause d'une demande accrue de la part du public à l'égard des programmes d'aide et des services de l'État. Jusqu'au début des années 70, les dépenses du secteur public ont augmenté au même rythme que les recettes, et il existait un équilibre très logique et très simple. Lorsque les gens ont commencé à exiger plus de services et de programmes d'aide de la part du gouvernement, nous avons pu satisfaire leur demande, à tous les niveaux de gouvernement, parce que l'augmentation des recettes gouvernementales équilibrait et compensait ces dépenses.

Toutefois, au début des années 70, les gouvernements ont commencé semble-t-il à hésiter à percevoir des impôts. Cependant, ils ont également commencé à dépenser davantage, surtout le gouvernement fédéral. Pour compenser ce déséquilibre, les gouvernements, surtout le fédéral, ont commencé à hypothéquer l'avenir par leurs déficits systématiques. C'est pourquoi le gouvernement demande aujourd'hui au Parlement du Canada d'adopter ce projet de loi portant pouvoir d'emprunt, le plus important de l'histoire de notre pays.

• (1220)

En 1976, la dette accumulée du gouvernement fédéral depuis la Confédération—et, au cours de cette période, nous avons connu deux guerres mondiales et d'importantes dépenses en effectifs militaires et armements—s'élevait au total à 22 milliards de dollars. Or, comme l'indique le dernier budget, notre déficit fédéral augmente chaque année d'un montant supérieur au déficit total pour une période de 109 ans, jusqu'à il y a huit ans à peine. L'an dernier, le gouvernement fédéral a emprunté, à lui seul, plus de 26 milliards de dollars. La dette totale d'Ottawa dépasse actuellement 130 milliards de dollars. Autrement dit, monsieur le Président, vous et moi devons chacun \$5,200; chaque homme, femme et enfant canadien doit \$5,200. Selon les prévisions budgétaires, cette dette augmentera chaque année de \$800 pour chacun d'entre nous. Soit dit en passant, lorsque ceux d'entre nous qui vivent en Ontario y ajoutent la dette du gouvernement de cette province—et je suis sûr qu'il en va de même à peu près pour tous les gouvernements provinciaux du pays—nous en arrivons à une dette totale de près de \$8,000. Compte tenu de la dette gouvernementale conjuguée de l'Ontario et du fédéral, chaque Ontarien supporte maintenant une dette de \$8,000, dette qui grossit chaque année de \$1,100.

C'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai lu tout récemment que le président de la Banque Toronto-Dominion, notamment, avait fait remarquer que si les parents d'un enfant né aujourd'hui commençaient à emprunter pour le compte de l'enfant à ce même rythme annuel de \$1,100, cet enfant se trouverait